

« La réforme de la Banque centrale que vous avez faite, c'est ce que nous, nous demandons »



Il a apporté ses voix pour la défaite de Sarkozy et il a défendu les processus majoritaires en Amérique du Sud, y compris Chávez. Il dit que son rôle est de provoquer la discussion avec humour, défend la loi sur les médias et la nationalisation des retraites, et considère que ne pas accorder le droit à l'avortement ralentit les révolutions citoyennes.

Par Martín Granovsky

Il s'excuse de sa passion et il parle l'espagnol assez bien pour exprimer les nuances et les propositions. En visite à Buenos Aires, Jean-Luc Mélenchon, 61 ans, le candidat de la gauche en France qui a obtenu quatre millions de voix au premier tour de la dernière élection présidentielle et a appelé à voter pour le socialiste François Hollande au second tour, a dialogué avec *Página / 12* sur ce qu'il a appris en Amérique du Sud et comment il pense que l'Europe sortira de la crise.

– Vous parlez souvent de révolution démocratique en prenant comme exemple l'Amérique latine. Quel sens donnez-vous à ce terme ?

– J'ai arrêté de l'utiliser car il ne semblait pas clair et pourrait conduire à des malentendus sur des révolutions qui ne seraient pas démocratiques. Maintenant, je préfère parler de révolution citoyenne.

– Quelle est cette révolution ?

– Jamais l'humanité n'a été aussi nombreuse. Nous n'avons jamais été si proches les uns des autres: aujourd'hui, la majorité de la population mondiale est dans les villes. Nous n'avons jamais été aussi connectés les uns aux autres. La vie humaine est différente de lorsqu'il y avait de petits groupes d'agriculteurs ou un archipel d'ouvriers dans un environnement de champs vides. Aujourd'hui, les gens qui vivent en ville sont davantage unifiés dans leur façon de vivre et aussi dans leur comportement. Tout cela

constitue l'arrière-plan anthropologique de ce que nous appelons la révolution citoyenne. Un fait nouveau est la prise de conscience qu'il y a un seul écosystème compatible avec la vie humaine. Il y a un intérêt général. Nous sommes semblables. Le noir n'est pas inférieur au blanc, la femme n'est pas inférieure à l'homme... Il y a une phénoménologie dans laquelle l'Argentine a un rôle particulier.

– L'Argentine... ?

- Rappelez-vous. Dans un premier temps, les gens se détournent des partis et, parfois, des syndicats, ou ne vont plus voter.

– L'Argentine en 2000 ou 2001.

– Dans un deuxième temps, la politique néolibérale fracture et fragmente, et il semble qu'il n'y ait pas de pouvoir distinct ni d'alternative. Celui qui réclame autre chose est considéré comme irresponsable ou fou. Qu'il y ait davantage de pauvres dans la rue ou des chômeurs, ce n'est pas important. La société n'est-elle pas habituée à ce que ces gens souffrent? disent les néo-libéraux. C'est celui qui s'est bien marié, est allé à l'école, a acheté la maison et la voiture qui y est adapté. Celui qui a tout fait bien. Un jour, il découvre le [corralito](#) [gel des avoirs – NdT]. Ou que son patrimoine s'est évaporé. Il n'était pas préparé au combat. Mais même sans cette préparation, la réponse est dure: "Qu'ils s'en aillent tous". Au Venezuela, le détail a été le prix du billet de transport en commun.

– Vous parlez du Caracazo de 1989.

– Oui. En Bolivie, en 2005, le prix de l'eau. Finalement, dans chaque pays, il y a un événement en apparence faible et insignifiant... En Tunisie, un homme qui vendait des fruits s'est bagarré avec la police. Ce qui surgit de cette situation n'a pas de programme politique ou d'idéologie. Les gens réclament seulement que soient résolus des problèmes concrets. Maintenant, il y a des problèmes fondamentaux et concrets. Comment se fait-il qu'il n'y ait pas d'écoles, pas d'eau? Pourquoi maintenant dans mon pays, les trains circulent-ils moins, ou entend-on que les avions ne décollent pas parce que l'hiver arrive? Est-ce qu'avant, il ne faisait jamais froid? Cette combinaison de détails fait que beaucoup de gens en viennent à une conclusion: ce système ne fonctionne pas car il ne répond pas à l'exigence de la vie en commun. Il y a des problèmes plus graves, bien sûr. Les hôpitaux. En France, l'organisation sanitaire se dégrade. Aujourd'hui, on ne peut pas donner naissance à moins de deux heures de chez soi. Il n'y a pas de place. Ça n'arrivait pas avant. Autrement dit, les gens rejettent la politique, mais ils font de la politique comme jamais auparavant. Ils veulent tout réorganiser.

– Se préoccuper de problèmes concrets et trouver des solutions, c'est ça faire de la politique.

– Bien sûr! Mon programme parle de radicalité concrète. La révolution commence dans les événements quotidiens. Moi je bois de l'eau et vous n'avez pas de quoi vous la payer. Je peux expliquer ce que je veux, mais l'eau n'est pas disponible. La culture le perçoit. Nous percevons la réalité économique à travers des valeurs, des faits culturels, de la reconstruction de l'être et non seulement l'adhésion à un programme particulier. Nous en sommes arrivés à ce que les gens rejettent la politique et qu'ils font de la politique plus que jamais. C'est le moment citoyen, parce que chacun n'exprime pas seulement ce qui est bon pour lui-même, comme au moment du vote démocratique. Dire ce qui est bon pour tout le monde, c'est le moment de la république et de la citoyenneté. Vous voyez, j'ai une formation au matérialisme historique, je recherche de nouvelles catégories. Il existe des classes d'émancipation, comme le marxisme le disait de la classe ouvrière, mais le nouvel acteur est le citoyen humain. L'acteur est le peuple. La lumière est en même temps onde et matière. La classe ouvrière est le peuple, et le peuple, la société inclut inévitablement la classe ouvrière. C'est ça aussi la réalité.

– Revenons à l'Amérique du Sud.

– Ce que je raconte n'a pas été inventé en France. C'est né en Amérique du Sud. Après la chute du prétendu camp socialiste, nous étions comme perdus. Même les non-communistes. Nous étions-nous complètement trompés?

– Quelle est votre réponse?

– C'est non. Et c'est l'Amérique du Sud qui nous l'a montré. Quand certains ont annoncé la fin de l'Histoire, et que d'autres ont inventé la théorie du choc des civilisations. Je parle des gringos.

– Samuel Huntington.

– Oui. Un point central, parce que cette théorie est celle qui organise les chancelleries européennes et le Département d'Etat. Les deux ont dit que le communisme pervers une fois disparu, il restait seulement un système fondé sur la dynamique de l'égoïsme social.

– L'Amérique du Sud, avec des chemins différents selon les pays, est en train de construire un État social. L'Europe semble être en train de détruire l'Etat social. Cela a été un moment de citoyenneté?

– Un grand moment. De citoyenneté et de la civilisation. Aujourd'hui, nous revenons en arrière en Europe. En France, où il y avait autrefois une grande culture politique et géopolitique, avec un intérêt pour l'Amérique du Sud, par des liens culturels et grands-parents communs, il n'y a aujourd'hui presque rien.

– Pourquoi cette régression?

– A cause de la diabolisation des révolutions citoyennes d'Amérique du Sud. Pour faire taire les peuples d'Europe, il faut les convaincre que rien de bon ne peut arriver ailleurs dans le monde. Chávez est un diable, Kirchner également. Guère plus que des Cubains déguisés. L'ignorance est donc totale sur les programmes et les réalités. Les Français ne savent pas ce qui se passe concernant la modernisation en cours en Argentine.

– Il s'y ajoute, au Brésil, une diabolisation à rebours. Pour discréditer Lula, la droite européenne l'a présenté élogieusement comme un conservateur qu'il n'est certainement pas.

– En effet. Lula a été sanctifié par ces milieux en Europe quand ils ont vu que Chávez continuait de progresser. Ils ont inventé l'image d'une gauche calme qui ne faisait rien de dérangeant. Mais tout cela s'est terminé en une journée. Les quotidiens de droite au Venezuela, par exemple, bien qu'on devrait simplement dire « les quotidiens », parce que tous les quotidiens vénézuéliens sont de droite, ont rapporté que Henrique Capriles se réclamait de Lula. Capriles lui-même l'a expliqué. Mais un jour on a vu Lula appeler dans une vidéo à la victoire de Chávez. Alors, le lendemain, sans vergogne, ils ont expliqué que Lula était un coquin et un alcoolique. Ils ne se préoccupent pas de vérité. Ils se soucient de propagande. Donc, ils se moquent de ce qui se passe en Argentine à moins qu'elle ne se commette dans un terrible archaïsme, comme par exemple la nationalisation du pétrole. Je crois que le contrôle étatique du pétrole a été une des rares fois au cours des cinq dernières années où des nouvelles de l'Argentine ont paru dans la presse française. Une autre fois, peut-être, en solidarité avec les pauvres et misérables paysans de 2008 qui ne voulaient pas payer les redevances pour exporter leur soja... Rien sur le mariage pour tous, rien sur la réforme de la Banque centrale, que vous avez faite et que nous réclamons pour la Banque centrale européenne, rien sur le poison que signifie la retraite par capitalisation privée et comment l'Argentine en a terminé avec ça. Vous ne savez pas à quel point ces choses que vous avez faites sont à la pointe du progrès dans le monde d'aujourd'hui.

– Lors de la discussion de la loi sur le mariage pour tous, un archevêque en est venu à en parler d'une guerre contre Dieu. Vous même parlez souvent de la laïcité comme d'une valeur importante.

– La laïcité est fondamentale pour le fait républicain. Bien sûr, cela n'a rien à voir avec le rejet de la foi du croyant, les insultes ou la persécution. Ça c'est ignoble. On parle bien mieux de stricte séparation entre le religieux et le fait politique. Cette séparation doit être institutionnelle. S'il y a séparation, il n'y a pas de problème avec les croyances de chacun. La croyance de l'autre peut même m'aider à interpréter quel est l'intérêt général. Mais je ne peux pas dire, en termes religieux, en tant qu'Etat, qu'il faut suivre telle ou telle politique juste parce que le marché l'exige dogmatiquement. Il n'existe pas de vérités incontestables. La vérité de la foi réside dans la sphère privée.

– Il ne doit pas y avoir de religion d'Etat.

– Non.

– Ni de philosophie d'Etat.

– Non, monsieur.

– Ni d'idéologie d'Etat.

– Non. Rien de tout cela non plus. La laïcité a une racine philosophique. Elle considère que tous les êtres humains sont semblables et égaux par la nature. Que nous sommes aussi des êtres conscients. Votre être biologique n'est pas premier. Vous êtes le père de l'enfant que vous aimez. La seule vérité dans votre rôle parental est votre amour, pas votre sang. Je tiens à aborder une question: le droit à l'avortement. Il s'agit d'une question centrale de la définition de l'être humain. Une adaptation biologique ne peut pas être un destin. La taille ne détermine pas si quelqu'un sera architecte ou un biologiste. Le sexe non plus. Et si vous ne voulez pas avoir un enfant, ce n'est pas un enfant. C'est un fœtus. Qui est le propriétaire de son propre corps? Chacun. La femme aussi. Je ne suis pas pour l'avortement. Je suis pour le droit à l'avortement. Si l'Église veut agir sur la foi de chacun, qu'elle le fasse librement. Mais l'acceptera qui voudra et chacun l'interprétera à sa manière propre. Rien n'enlève le droit. Pour moi, le retard sur le droit à l'avortement est le côté le plus négatif des révolutions citoyennes en Amérique du Sud. Et ce n'est pas un sujet secondaire, car il se rapporte à notre conception de l'être humain.

– Pour aggraver les choses, lorsque le Parlement uruguayen a adopté le droit à l'avortement, Tabaré Vázquez a opposé son veto.

– Une honte. Les gens n'ont pas élu un homme de gauche pour faire autre chose qu'une politique de gauche. Et il n'y a pas de politique de gauche sans la reconnaissance du droit de chaque être humain à son autonomie et son développement personnel. On ne peut pas être indifférent à ça.

– Il y a une discussion traditionnelle à gauche sur le genre de crise que vit chaque fois le capitalisme. Une crise finale? Je demande à un homme de gauche quelle est cette crise.

– Une crise très classique. C'est seulement, mesdames et messieurs, un conflit sur la répartition des richesses. Mon pays est plus riche que jamais. Mais la richesse se déplace de plus en plus du travail au capital. Il y a environ 25 ans, dans mon pays, ce n'était pas le communisme d'État, hein? Cet argent qui disparaît, où est-il? Il est allé à la sphère financière, il vit sa vie à l'écart et de temps en temps, quand la crise frappe dur, une partie de la richesse se convertit en fumée. La Banque centrale européenne, d'ailleurs, ne veut pas payer un seul euro à aucune banque centrale des Etats. Mais elle a prêté des milliards d'euros aux banques pour les refinancer. Les banques ont pris l'argent pas cher et puis ont prêté cet argent à nouveau à des taux élevés. Elles ont fait encore plus d'affaires en pleine crise. Ça ressemble à de l'humour noir. C'est fou. Ils croient qu'il n'y a qu'une seule façon de gérer l'économie et la société. Et dans les faits, nous voyons le parasitisme social de quelques-uns qui vivent de mieux en mieux et beaucoup qui vivent de pire en pire. L'Amérique latine a idéalisé l'Union européenne, mais où sont les organes démocratiques du Mercosur? L'intégration économique ne conduit pas automatiquement à une intégration citoyenne. Au contraire. Le capital accepte l'intégration à condition qu'il y ait le moins possible de régulation. Maintenant, en Europe, avant qu'un projet de budget soit examiné au Parlement, il faut le soumettre à la Commission européenne pour qu'elle approuve le niveau du déficit. Si elle ne l'approuve pas, c'est la Commission elle-même qui taille dedans. Et si l'on s'y oppose, on est puni. La vérité, c'est que les Français n'ont pas dû bien le comprendre.

– Non?

– Non, bien sûr que non. Quand ils le comprendront, ils vont demander des comptes. Nous avons fait une révolution contre le roi sur la question de savoir qui décide des impôts et du budget.

– Vous parlez de la Révolution française de 1789.

– Oui. Et voici maintenant un autre roi, avec droit de veto contre tout ce que les gens veulent. C'est la Commission européenne.

– Vous avez été candidat au premier tour de la présidentielle, et au second, vous avez appelé à voter pour le socialiste François Hollande.

– Pour sortir Nicolas Sarkozy. Nous l'avons sorti. Maintenant, nous avons un social-démocrate qui ne soutient rien de la social-démocratie, de l'État social. Il le détruit. C'est un social-libéral. Hollande continuera à détruire parce qu'il continue à enlever de l'argent à l'économie nationale. Il ferme des hôpitaux, des écoles...

– Que proposez-vous pour contrer ce processus?

– L'action populaire. J'ai tout essayé avant. J'ai appartenu au Parti socialiste pendant 30 ans, j'ai été dirigeant pendant 15 ans, j'ai été ministre de l'Éducation [sic] de Lionel Jospin. Malheureusement, nous devons tirer la conclusion que la social-démocratie est finie, comme avant elle le communisme d'État. Le Premier ministre grec Georges Papandréou a été président de l'Internationale socialiste. Lorsque les marchés financiers ont agressé la Grèce, il n'a même pas résisté une heure. José Luis Rodríguez Zapatero a fait de même en Espagne. Aujourd'hui, nous payons le fait qu'aucun n'a résisté. Avec une résistance, il n'y aurait pas eu cette vague de spéculation qui vient même jusqu'à l'Allemagne, qui se croyait pourtant intouchable.

– L'Allemagne aussi?

– Bien sûr. Il s'agit d'un tigre de papier. La population vieillit et elle fait de moins en moins d'enfants. Elle croit que personne d'autre ne peut assurer sa production. Pensez-ils que les Chinois ne finiront pas par produire ce que les Allemands produisent aujourd'hui? Ou les Indiens? Les principaux clients sont les Espagnols, les Français, les Portugais. Plus de 80 % du commerce des pays européens sont intra-européens. Si la récession se poursuit, elle prendra fin en Allemagne. Les banques continuent de réduire les budgets, puis elles verront qu'il y a une récession et reconnaîtront que les recettes diminuent et les agences abaisseront leurs notes. C'est un cercle vicieux.

– Comment on s'en sort?

– Encore une fois: par l'action populaire. Aujourd'hui, les gens ne comprennent rien à la dette. Il faut expliquer, informer, susciter la réflexion, travailler avec humour, lever le voile. Tout se passera comme en Argentine. Jusqu'à un certain point les gens ne comprennent rien, pas vrai? Et à un autre point, ils sentent qu'on les prend à la gorge. Je ne sais pas comment, mais ça va se passer à un moment donné. Ça m'arrive dans les manifestations. Les gens viennent vers moi et me demande de faire quelque chose. Qu'est-ce que je peux faire, si je n'ai aucun pouvoir? A Buenos Aires, il y a aujourd'hui moins de gens qui dorment dans la rue qu'à Paris. Nous sommes la cinquième puissance du monde. Dans certains quartiers, la police ou les pompiers ne rentrent pas. En Europe, nous commençons à connaître ce que vous les Latino-Américains vous connaissez déjà: l'action des cartels de la drogue. Ils tuent dans la rue. Nous ne sommes pas habitués. Ça me fait de la peine pour mon pauvre pays.

– Qu'est-ce que pourrait faire le gouvernement?

– Tout d'abord, moi je n'irais pas supplier Mme Angela Merkel. Je ne lui demanderais pas si elle est d'accord avec ce que je veux faire. Les autres pays sont tous de droite, mais peu importe, ils ne sont pas des ennemis. Alors nous pouvons nous comprendre. Changeons le statut de la Banque centrale européenne. Ce sera le premier outil pour financer le développement et la reprise de l'activité économique. Et puis il y a la radicalité concrète dont j'ai parlé. La planification écologique. Le soin de ne pas détruire la planète ou nous-mêmes. Nous sommes confrontés à une situation d'urgence. Nous on peut! Mais on subit des dirigeants qui ne savent pas ce qu'est le monde et ce qu'il faut faire pour l'améliorer. Vous, vous le savez bien: cinq présidents en peu de temps après la crise de fin 2001, avant Nestor Kirchner. Au Venezuela, le *Caracazo* s'est terminé par des morts.

– Il n'y a pas seulement un problème d'intérêts, mais aussi une absence de lucidité.

– Oui. Le fait culturel est toujours important chez les élites. Ils croient à ce qu'ils disent et font. Des gens cultivés qui me voient comme un fou. Et moi-même, cependant, je suis la preuve que les choses se passent de manière très traditionnelle. Est-ce à cause de mon intelligence que quatre millions de personnes ont voté pour moi? Est-ce seulement grâce à ses capacités individuelles que le camarade Alexis Tsipras, en Grèce, a atteint 18 %? Et qu'il est passé de 18 à 28%? Nous allons arriver au pouvoir. Je ne sais pas quand, ni comment, mais la chaîne se brisera, comme cela s'est produit en Argentine. Un jour les gens s'arrêtent,

regardent, et il en sort quelque chose de bien. Bien sûr, il y a des problèmes. Où n'y en a-t-il pas? Vous avez les droits de l'homme, la loi sur la presse qui vous avez votée ...

– C'est seulement pour les services de médias audiovisuels, et non pas une loi sur la presse.

– Il faut en faire une autre ensuite. On parle beaucoup de l'indépendance de la presse, mais à la fin, c'est la liberté de dire tous la même chose. La démocratie, ce n'est pas le consensus, qui est dictatorial, mais la contestation, qui est populaire.

– Je suis d'accord sur cet aspect, mais pas sur l'autre. Mon opinion est que la presse ne doit pas être réglementée.

– Ce n'est pas mon point de vue.

martin.granovsky@gmail.com

<http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-205530-2012-10-14.html>

Dimanche 14/10/2012